



MondeS en TransitionS

Quelle transition juste pour les relations Nords-Suds ?

XLIIèmes Journées de l'Association Tiers-Monde
CREG - Centre de Recherche en Economie de Grenoble

26 au 28 mai 2027

Campus de Grenoble - MACI



Appel à communications



Sept des neuf limites planétaires sont aujourd'hui dépassées du fait du « *mal-développement* ». Les répercussions sur les pays et les populations qui n'en sont pas les premiers responsables sont profondes et systémiques. Les inégalités demeurent, voire s'accroissent, tant entre les pays qu'à l'intérieur de ceux-ci, aux Suds comme aux Nords. On ne peut que faire le constat d'un paradoxe effrayant : alors que les connaissances scientifiques fournissent désormais très précisément l'état de la dégradation rapide des conditions de la survie de l'humanité, les réactions contre les mesures environnementales se durcissent et les politiques écologiques reculent. L'actualité tend à montrer que les grandes puissances cherchent à s'approprier avec violence les ressources qui vont leur permettre de prolonger le régime actuel et les modalités de leur domination.

La prise de conscience des nécessités de changer de paradigme n'est pas nouvelle : elle s'intensifie notamment au cours des années 1970 avec le Sommet de Stockholm et la publication du Rapport du Massachusetts Institute of Technology (MIT) *The Limits to Growth* en 1972. En 1973, le Centre International de Recherche sur l'Environnement et le Développement (CIRED) est fondé par Ignacy Sachs. En 1974, se tient le Sommet de Cocoyoc qui propose de mettre en œuvre les principes de l'écodéveloppement et élargit la problématique du développement pour la relier à l'analyse du mal-développement des pays industrialisés. Ce Symposium sur *les formes d'utilisation des ressources, l'environnement et les stratégies de développement*, organisé par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) et la Conférence des Nations Unies sur le Commerce Et le Développement (CNUCED), précise l'espace du développement, entre limites internes des besoins humains et limites externes liées à la disponibilité de ressources et à l'équilibre du système terre. « *Un processus de croissance qui ne profite qu'à la minorité la plus riche et qui perpétue, voire accentue, les différences qui existent tant entre les pays qu'à l'intérieur de ceux-ci ne peut être qualifié de développement : c'est de l'exploitation* » (UNEP-CNUCED, 1974, 5). Tout est dit. Déjà. Et en 1975, le rapport *What's Now?* de la Fondation Dag Hammarskjöld vient poser la question de la sobriété : « Combien est assez ? ».

Toutes ces initiatives, jusqu'au Rapport Brundtland, *Our Common Future* en 1987, souvent mises en place dans le cadre onusien, ont en commun de vouloir penser ensemble développement et environnement. Alors que les impératifs de développement étaient jusque-là incontournables, en 1992, à la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement, (Sommet Planète Terre ou Conférence de Rio), la bascule en faveur des politiques environnementales détachées des problématiques de développement est actée. La nouvelle configuration des rapports de pouvoir dans les relations internationales permet l'avènement de la « croissance verte ». Le développement est questionné voire stigmatisé ou déconstruit par certains auteurs. Il ne serait plus indispensable. Le silence se fait de plus en plus assourdissant autour des questionnements sur les besoins, leur satisfaction, leur nature et leur hiérarchisation.

Les stratégies étiquetées « transition écologique », qui se développent dans les années 2010, principalement au Nord et plutôt en Europe, ne cherchent plus à repenser les relations entre pays. Si la question des inégalités est parfois mentionnée (transition socio-écologique), les réponses aux impératifs environnementaux sont le plus souvent de nature technique et ne nécessitent pas de réinterroger les fondamentaux du modèle économique dominant dont on ne cherche dorénavant au mieux que le verdissement. Les mesures envisagées sont à la fois dérisoires et souvent dévastatrices pour d'autres pays, le plus souvent au Sud, révélant une fois encore le maintien, voire le renforcement, d'interdépendances asymétriques dans une économie entièrement globalisée.

Si dans les faits, la priorité des enjeux environnementaux recule à grands pas, la littérature fourmille de propositions dans de nombreuses disciplines. Et les termes se multiplient : transition, transformation, conversion, bifurcation, tout comme les qualificatifs : environnementale, verte, écologique, socio-écologique... Un seul point commun : il faut changer quelque chose ! Faut-il changer la façon de produire ? L'endroit où l'on produit ? Ce que l'on produit ? Et pour satisfaire quels besoins ? Avec quelles institutions et à quelle échelle ? Pour les plus audacieux, ce sont les fondements de la vie

en société qu'il convient de repenser, en tenant compte du fait que ce sont certains pays qui sont à l'origine des dégradations environnementales mais que ce sont d'autres pays qui en subissent le plus largement les conséquences. Les auteurs les plus radicaux soulignent que les mesures actuellement prises par les Nords pour décarboner les modes de vie ont tendance à générer de nouvelles formes de colonialisme. De la même manière, la pertinence de la décroissance, de la post-croissance ou de la sobriété dans les sociétés industrialisées nécessitent sans doute d'être interrogée dans des perspectives issues des Suds. Il conviendrait donc, pour changer radicalement de trajectoire, de repenser les rapports de forces et les souverainetés, en écho peut-être à un certain développement endogène.

Les XLIIèmes Journées du développement de l'Association Tiers Monde organisées par le Centre de Recherche en Économie de Grenoble (CREG) proposent donc de questionner et de clarifier les positionnements des différents programmes de transitions / transformations / bifurcations / conversions, mais aussi les verrous auxquels ils sont confrontés, sous l'angle spécifique des interdépendances entre les pays des Suds et des Nords. Ce débat constitue en effet le plus souvent un angle mort des travaux sur les transitions, alors qu'il est central si l'on souhaite engager un processus de transition juste et respectueuse des limites planétaires¹. Il convient dès lors de questionner et de qualifier la diversité des orientations normatives des différents projets de transitions vers la soutenabilité, afin de pouvoir expliciter leurs visions des relations Nords-Suds.

Ces Journées grenobloises de l'Association Tiers-Monde (les secondes après celles de 2018 sur l'émergence) viennent prolonger les Journées de Bruxelles en 2017 sur les nouvelles ruralités, le développement et la transition agroécologique, celles de Metz en 2019 qui abordait la transition et la sobriété énergétiques comme une nécessité pour sauver la Terre, et par là garantir les conditions de la survie de l'humanité, et enfin celles de Toulouse en 2025 qui questionnaient les enjeux de l'économie écologique pour les Suds.

Toutes les thématiques des transformations actuellement à l'œuvre pourront être questionnées, ainsi que toutes les sources d'inspiration. Le dialogue entre les disciplines et les débats entre les différentes visions seront privilégiés au sein des ateliers. Les propositions de communication pourront relever de champs disciplinaires variés (anthropologie, aménagement et urbanisme, démographie, économie, sociologie, sciences politiques, géographie, histoire, agronomie...) et se situer à différents niveaux d'analyse (individus, organisations, communautés, territoires, secteurs, national ou international) et adopter des approches pluri, inter ou transdisciplinaires.

Elles pourront porter sur des aspects théoriques, dialectiques, empiriques, ou méthodologiques, et devront interroger les transformations considérées comme nécessaires à l'aune de l'articulation entre les Nords et les Suds. Le terme mobilisé sera justifié et situé : transition, transformation, bifurcation...

Elles préciseront impérativement, en deux pages maximum, la problématique, la méthodologie et le cadre d'analyse, les résultats attendus, ainsi que les mots clés et les principales références.

Les propositions pourront être rédigées en français ou en anglais.

Les présentations orales se feront en français ou en anglais.

Les propositions doivent se positionner explicitement dans l'un des huit ateliers proposés. Elles pourront être transversales à plusieurs ateliers.

Le respect de ces consignes conditionne l'examen de toute proposition par le comité scientifique.

¹ Pour paraphraser l'introduction du numéro spécial "Just transition, Inequalities and Well-being" de la revue *Environmental Innovation and Societal Transitions* 58 (2026).

CALENDRIER

Date limite d'envoi des résumés (environ 2 pages) : **15 novembre 2026**

Ils préciseront impérativement, en deux pages maximum, le titre, la problématique, la méthodologie et le cadre d'analyse, les résultats attendus, ainsi que les mots clés et les principales références.

Décision du comité scientifique : **20 janvier 2027**

Date limite inscription et envoi des textes complets des communications : **10 avril 2027**

Soumission *via* la plateforme

<https://atm2027.sciencesconf.org>

Pour plus d'informations : atm2027@univ-grenoble-alpes.fr

LES ATELIERS THEMATIQUES

1/ Controverses sur les enjeux et la sémantique

Les travaux sur les transitions sont nombreux, souvent portés par les Nords. La sémantique est variée, de la transition verte à la bifurcation écologique en passant par la conversion. Comment caractériser un projet de transition ?

- Transition écologique ou socio-écologique
- Position techno-solutionniste ou transformation systémique
- Maintien du capitalocène ou changement paradigmatique
- Questionnement sur les besoins et la sobriété
- Soutenabilité faible ou forte
- Prise en compte des relations Nords-Suds

2/ Gouvernance des transitions

« Même si nous savons où nous voulons aller comment allons-nous procéder ? » (Sachs, 1993).

Parce que « *la survie de l'humanité est en jeu* », il devient impératif d'agir vite et à long terme. Comment dès lors concilier urgence et démocratie ? Quelle place pour les sociétés civiles et les organisations non gouvernementales ?

- Réduction des inégalités socio-environnementales
- Consultation décentralisée et nouveau contrat social
- Démocratie et participation
- Planification vs marché
- Politiques publiques et évaluation
- Échelles territoriales
- Acceptabilité, adhésion
- Clivages, écologie punitive

3/ Des transitions pour les Suds ET les Nords dans un monde globalisé

La transition véhicule le modèle de (mal)développement des Nords. Dès lors, comment penser une véritable bifurcation écologique reposant sur des modèles de développement endogènes dans lesquels la gestion des ressources serait maîtrisée par les pays et la population d'origine et leur profiterait en priorité. Quelles transitions pour permettre l'émergence d'un ordre économique international juste ?

- Dette coloniale et écologique
- Écodéveloppement vs colonialisme vert
- Néocolonialisme, Chinafrique, Russafrique
- BRICS et BRICS+, coopération Sud-Sud, coopération triangulaire
- Dollarisation, dé-dollarisation, internationalisation du yuan et systèmes de paiement alternatifs

4/ Transition agroécologique

Les reconfigurations agricoles et alimentaires aux Suds répondent à des enjeux urgents de développement et de soutenabilité (besoins, moyens d'existence, souveraineté, écosystèmes), sous la contrainte d'un système agroalimentaire mondialisé. Dans quelles conditions l'agroécologie propose-t-elle un référentiel alternatif pour penser les transitions agraires aux Suds comme aux Nords ?

- Ensemble de pratiques vs approche systémique
- Actions collectives et mobilisations paysannes
- Sécurité, souveraineté, démocratie alimentaire
- Circuit court, chaînes de valeur globale et marchés agricoles
- Transition agraire et développement territorial
- Agriculture et concurrence d'usage : alimentation, énergie, construction, textile

5/ Financement des transitions et finance d'après

« *Tenter d'appréhender le long terme avec des outils conçus pour le court terme (...) devient absurde.* » (Sachs, 1994)

Financer quoi pour qui ? Penser une finance juste et réencastrée au service de la transition au Sud comme au Nord. Quels modèles, quels outils, quelles politiques à mettre en place pour planifier à long terme ? Quelles asymétries à corriger (économiques, géopolitiques, socio-écologiques, historiques, ...) ?

- Réforme systémique *vs* verdissement de la finance
- Courtermisme *vs* vision à long terme
- Régulation et taxation des transactions financières
- Reporting, notation, labels
- *Greenwashing* *vs* additionnalité
- Aide au développement et gouvernance
- Microfinance
- Monnaie dette, monnaie subvention

6/ Transformation des organisations et systèmes productifs

Produire quoi et comment ? En transformant les organisations productives, les transitions impactent les conditions de production et de reproduction des moyens d'existence aux Suds. Quelles reconfigurations productives et quelles conséquences dans les Suds ? Quelles marges de manœuvre et quelle capacité de résilience et d'émancipation pour les travailleurs et les acteurs locaux ?

- Formes d'organisations et de coordination économiques, économie circulaire
- Economie sociale et solidaire, populaire, informelle, domestique
- Transformations du travail et de l'emploi
- Matérialité et circulation des flux biophysiques
- Démocratie et participation dans les organisations
- Organisations productives et territoires

7/ Des transitions pour les populations au défi des inégalités

Penser une transition juste pour 9 milliards d'habitants. Quels modèles alternatifs pour répondre de manière juste aux besoins humains universels aujourd'hui inégalement satisfaits ?

- Santé, *One health*
- Alimentation, nutrition, accès à l'eau
- Éducation, systèmes éducatifs
- Systèmes de santé, protection sociale, modèles « voyageurs »
- Croissance démographique et vieillissement
- Inégalités d'accès aux ressources, Vulnérabilité, migrations (climatiques)

8/ Transitions énergétiques

Quel mix énergétique pour satisfaire quels besoins ? Projet porté par quelques pays du Nord, la transition énergétique est au cœur de la lutte contre le changement climatique. Et pourtant la consommation d'énergie ne cesse d'augmenter. Et les solutions techniques développées le sont majoritairement sur la base de l'exploitation des ressources des Suds. Comment prendre en compte l'effet rebond ? Quelle sobriété énergétique ?

- (Ré)industrialisation
- Mobilités
- Habitats
- Dématérialisation, digitalisation
- Seuils critiques des ressources
- Néocolonialisme et extractivisme
- Concurrence entre les usages des sols (biocarburants...)

COMITE D'ORGANISATION

Solange AMOUSSOU (Creg, UGA)
Tsiry ANDRIANAMPIARIVO (Creg, UGA)
Laëtitia BLANC (Feg, UGA)
Céline BONNEFOND (Creg, IUT Valence, UGA)
Jean BROT (ATM)
Catherine CIESLA (Creg, UGA)
Catherine FIGUIERE (Creg, UGA)
Laëtitia GUILHOT (Creg, UGA)
Leslie HOLLETT (Creg, UGA)
Anne LE ROY (Creg, UGA)
Thierry MONTALIEU (ATM, Univ. d'Orléans)
Emmanuelle PUISSANT (Creg, UGA)
Peter STURM (Steep Inria, UGA)



Le Centre de Recherche en Economie de Grenoble (Creg) est une Unité de recherche de l'Université Grenoble Alpes.

Le Creg confronte les analyses de la mondialisation et les problématiques de gouvernance et de durabilité dans une perspective d'économie politique.



L'Association Tiers-Monde, fondée par François Perroux en 1973, a pour objet de promouvoir des études et des recherches relatives aux problèmes culturels, économiques, politiques, sociaux, financiers, juridiques que posent les pays en développement. Elle vise, selon la formule du fondateur, à "mettre la recherche économique et ses résultats pratiques au service du plein développement de la ressource humaine". Elle se veut incitatrice. C'est pourquoi elle organise annuellement, depuis 1985, des "Journées sur le développement".

COMITE SCIENTIFIQUE

D. ACCLASSATO (Univ. Abomey-Calavi, Bénin), P. ADAIR (Univ. Paris Est), S. ALLAIN (Inrae, Grenoble), T. ANDRIANANTOANDRO (Univ. Catholique de Madagascar, Ird), A. ARIK (Inrae, Grenoble), X. AUREGAN (Univ. Catholique de Lille), D. AVOM (Univ. Yaoundé II), J. BALLEST (Univ. de Bordeaux), É. BERR (Univ. de Bordeaux), B. BOIDIN (Univ. de Lille), D. BOURG (Univ. de Lausanne), A. BOURGAIN (Univ. du Luxembourg), M. CLEMENT (Univ. de Bordeaux), É. COUDEL (Cirad, Montpellier), J.-Y. COURTONNE (Inria, UGA), Y. DIASSO (Univ. Thomas Sankara), A. DIEMER (Univ. Clermont-Auvergne), I. DROY (Ird, Bordeaux), S. FERRARI (Univ. de Bordeaux), G. FROGER (Univ. Toulouse Jean Jaurès), J.-J. GABAS (Cirad, Paris), H. GERARDIN (Mondes en Développement, Univ. de Lorraine), V. GERONIMI (Univ. SQY Paris Saclay), C. GONDARD-DELCROIX (Univ. de Bordeaux), F. KERN (Univ. de Strasbourg), M. KERTOUS (Univ. de Brest), B. LALLAU (Sc. Po. Lille), M. LAUTIER (Univ. Rennes 2), M. LELART (Univ. d'Orléans), F. LELOUP (ATM, Univ. Catholique de Louvain), F. MABROUK (Univ. Princess Nourah bint Abdulrahman, Arabie Saoudite), C. MAINGUY (Mondes en Développement, Univ. de Strasbourg), C. MAYOUKOU (Univ. Rouen Normandie), P. MERAL (Ird, Montpellier), R. METEREAU (Univ. Paris Cité), K. NUBUKPO (Cirad Paris, Univ. de Lomé), O. PETIT (Univ. d'Arras), A. PIVETEAU (Gemdev, Ird Bordeaux), G. PLUMECOQ (Ird, Toulouse), B. QUENAULT (Univ. Rennes 2), L. ROUDART (Univ. Libre de Bruxelles), J. STEINBERGER (Univ. de Lausanne), S. TREILLET (Univ. Sorbonne Paris Nord), F.-D. VIVIEN (Univ. de Reims)

